



<http://www.lefigaro.fr/vox/societe/2015/02/06/31003-20150206ARTFIG00413-si-l-esprit-du-11-janvier-existe8230.php>



L'éditorial d'Yves Thréard.

Le nombre de personnes emprisonnées en France a légèrement baissé l'année dernière. On devrait s'en réjouir! Malheureusement, cette diminution n'est pas le fruit d'un recul de la délinquance, mais celui d'une politique pénale irréaliste, inconséquente, condamnable. Les Français ne s'y trompent pas. Toutes les études d'opinion le montrent: la justice est le service public qu'ils jugent le plus sévèrement.

Comment pourrait-il en être autrement? On ne compte plus, depuis longtemps, les faits divers violents qui révèlent les failles de notre système pénitentiaire. Quelque 90 000 peines sont, à ce jour, inexécutées. Sans parler des négligences dans le suivi des condamnés, retrouvés une arme ou un couteau à la main alors qu'ils devraient être derrière les barreaux.

Le plus grave est que s'ajoute désormais à ces dysfonctionnements l'œuvre idéologique de rupture avec la prison de la garde des Sceaux. Depuis son entrée en fonction, en 2012, Christiane Taubira multiplie les notes aux procureurs prônant l'exécution des peines à l'air libre. L'une des dernières, datée du jour de l'attaque de l'épicerie kasher par Coulibaly, a aligné le régime des réductions de peine des récidivistes sur celui des primo-délinquants. Le projet récent d'autoriser le portable en cellule vient d'être écarté in extremis. Espérons que la révision des ordonnances de 1945 sur la justice des mineurs subira le même sort, car on peut craindre le pire.

La politique pénale est irréaliste, inconséquente et condamnable

Dans ce feu d'artifice laxiste, la réforme pénale de Christiane Taubira, votée à l'automne, apparaît déjà comme le bouquet: pas de prison pour les condamnations inférieures à cinq ans et aménagements des peines à tous les étages. D'ici à trois ans, le nombre de détenus chutera substantiellement.

On comprend mieux, dans ces conditions, la colère des policiers. Pareille démagogie apparaît comme une insulte à leur travail. Si l'esprit du 11 janvier existe, il est bien dans une demande pressante de sécurité. Puisque François Hollande ne cesse de l'invoquer, qu'il en tire toutes les conséquences.



Yves Thréard

auteur 552 abonnés

Directeur adjoint de la rédaction du Figaro